INTERNET SANS FRONTIÈRES

INTERNET WITHOUT BORDERS

RAPPORT ANNUEL

Des preuves qui portent

Droits numériques, responsabilité des plateformes et gouvernance de l'IA, de Nairobi à Dublin, Genève, New Delhi et Cotonou.

Novembre 2025 – novembre 2026



internetwithoutborders.org

Fondée en 2007

LE MOT DE LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE

Cette année, nos preuves ont porté jusqu'aux lieux de décision.

Des données collectées publication après publication par des organisations kényanes se sont retrouvées devant les régulateurs européens à Dublin, sur la scène du sommet des Nations unies sur l'IA à Genève, et dans les pages d'une publication de référence en droit et en politiques publiques. Ce parcours est la raison d'être d'Internet Sans Frontières : faire en sorte que les personnes les plus exposées aux préjudices en ligne soient aussi celles qui façonnent les règles.

Les succès sont concrets. Avec nos partenaires de la coalition KenSafeSpace, nous avons publié *Voices at Risk*, fruit de six mois de veille citoyenne sur les discours préjudiciables au Kenya. Nous avons clôturé un programme de 20 mois financé par l'Union européenne, avec des objectifs atteints ou dépassés et chaque euro justifié. Notre équipe Afrique a pris la parole, publiquement et à l'antenne, lorsque le Gabon a coupé ses citoyens des réseaux sociaux, puis entrepris de rendre l'anonymat en ligne illégal. Et nous avons ouvert un nouveau chapitre sur l'intelligence artificielle, en défendant de New Delhi à Cotonou l'idée que la redevabilité ne peut être laissée aux seules entreprises et aux seuls gouvernements.

Les difficultés ont été tout aussi réelles, et je tiens à les nommer clairement. L'incertitude sur les visas nous a contraints à déplacer notre principale mission de plaidoyer des États-Unis vers l'Irlande. RightsCon, le plus grand rassemblement de notre communauté, a été annulé quelques jours avant son ouverture à Lusaka. Les grandes plateformes ont continué de se désengager de la modération des contenus, alors que les outils d'IA rendaient les abus moins coûteux à produire, en particulier contre les femmes. Et comme la plupart des organisations de défense des droits numériques, nous avons travaillé dans un contexte de financement qui demande à la société civile de faire plus avec moins. Nous avons consacré une partie de l'année à préparer la suite.

Ce que je retiens de ces douze mois, c'est qu'une petite organisation bien connectée peut peser bien au-delà de sa taille lorsque son travail est rigoureux et porté par les acteurs locaux. Nous nous sommes adaptés sans abaisser nos exigences. Dublin s'est révélée une meilleure destination que celle que nous avions prévue. L'annulation de RightsCon a renforcé la coalition qui l'a condamnée.

Le Kenya vote en 2027. Les systèmes d'IA se déploient en Afrique plus vite que les règles censées les encadrer. Nous savons ce qu'il faut construire, et nous avons montré que nous savons tenir nos engagements. Aux partenaires et bailleurs qui ont rendu cette année possible, merci. À celles et ceux qui nous lisent pour la première fois, j'espère que ce rapport vous convaincra que nous sommes un partenaire avec qui construire.

Julie Owono

Directrice exécutive, Internet Sans Frontières

Une petite organisation bien connectée peut peser bien au-delà de sa taille lorsque son travail est rigoureux et porté par les acteurs locaux.

DANS CE RAPPORT

03 L'année en un coup d'œil
04 Qui nous sommes
05 KenSafeSpace
07 Accès et espace civique
08 Gouvernance de l'IA
09 Rayonnement, gouvernance, équipe
10 Aperçu financier
11 Priorités 2027

VUE D'ENSEMBLE

L'année en un coup d'œil

Entre novembre 2025 et novembre 2026, ISF a publié un rapport phare, clôturé un programme financé par l'UE, défendu l'accès à Internet et l'espace civique au Gabon et en Zambie, et porté des perspectives africaines sur l'IA sur trois continents.

129
incidents de contenus préjudiciables documentés au Kenya, pour un objectif de 100

25
organisations de la société civile kényane formées, dont 5 accompagnées tout au long du projet

97 %
du budget du programme exécuté, toutes les dépenses déclarées acceptées

100 %
de visas obtenus pour les 5 fellows kényans de la mission de plaidoyer à Dublin

132
organisations unies avec ISF contre l'annulation de RightsCon 2026

3
essais dans *Just Security*, dont l'ouverture de sa série sur la redevabilité de l'IA

+1 033 %
de nouveaux abonnés LinkedIn entre janvier et février 2026

1
rapport phare, *Voices at Risk*, avec des recommandations à quatre publics

Douze mois de temps forts

Nov. 2025 — Publication de *Voices at Risk* et de l'analyse associée dans *Just Security*

Janv. 2026 — Mission d'apprentissage et de plaidoyer à Dublin ; déclaration de la coalition sur les abus sexuels générés par IA

Févr. 2026 — Présentation de *Voices at Risk* à Nairobi ; atelier final de la coalition ; communiqué sur la coupure des réseaux sociaux au Gabon ; India AI Impact Summit

Mars 2026 — Dialogue en ligne avec CIPESA, « Defending Digital Rights in Africa » ; essai dans *Just Security* sur la redevabilité de l'IA

Mai 2026 — Déclaration sur l'annulation de RightsCon 2026 à Lusaka

Juill. 2026 — ISF co-anime une session au sommet mondial AI for Good, à Genève

Sept. 2026 — Julie Owono ouvre la série de *Just Security* sur la redevabilité de l'IA

Oct. 2026 — Le directeur Afrique, Abdelkerim Yacoub Koundougoumi, intervient à l'Africa Digital Expo de Cotonou et sur TV5MONDE au sujet de la loi gabonaise d'identification en ligne

Nov. 2026 — Le responsable Afrique de l'Ouest, Qemal Affagnon, expose la position d'ISF sur la dépendance en matière d'IA dans *La Nation* (Bénin)

À PROPOS D'ISF

Qui nous sommes

Internet Sans Frontières (ISF, Internet Without Borders) est une association française à but non lucratif, fondée en 2007, qui défend les droits et libertés numériques, en particulier en Afrique et dans les pays du Sud.

Nous travaillons à la croisée de trois enjeux : l'accès à Internet, la gouvernance des plateformes en ligne et, désormais, la gouvernance de l'intelligence artificielle. Notre méthode est la même dans ces trois domaines.

Accès
à Internet, contre les coupures et la censure

Plateformes
gouvernées de manière responsable et respectueuse des droits

IA
gouvernée avec celles et ceux qu'elle affecte

Notre méthode



Documenter

Nous formons des organisations locales à collecter des preuves des préjudices en ligne et de la censure, à l'aide de méthodologies que nous avons développées, comme NoBadMop pour le suivi des discours de haine.



Fédérer

Nous créons et soutenons des coalitions, de KenSafeSpace au Kenya à la coalition NetRights à l'échelle de l'Afrique, et nous sommes membre de la Global Network Initiative.



Plaider

Nous portons ces preuves là où se prennent les décisions : régulateurs, plateformes, opinion publique et forums internationaux.

ISF est dirigée depuis la France par sa directrice exécutive, Julie Owono, avocate de formation et membre fondatrice du Conseil de surveillance de Meta, avec une équipe Afrique qui porte la voix de l'organisation en Afrique centrale et de l'Ouest.

OÙ NOTRE TRAVAIL A VOYAGÉ CETTE ANNÉE



Nairobi
Preuves collectées, rapport présenté

Dublin
Régulateurs, chercheurs, société civile

New Delhi
India AI Impact Summit

Genève
AI for Good Global Summit

Cotonou
Africa Digital Expo

PROGRAMME PHARE

KenSafeSpace

KenSafeSpace a fait de cinq organisations kényanes de défense des droits humains des productrices de preuves sur les préjudices en ligne, et ces preuves nourrissent aujourd'hui le débat à l'approche des élections de 2027 au Kenya.

Le programme, financé par l'Union européenne et piloté par Internews, a réuni ISF, la Bloggers Association of Kenya (BAKE), KICTANet, Mzalendo Trust, Tribeless Youth et Watoto Watch Network. Ses résultats les plus visibles sont intervenus au cours de l'année couverte par ce rapport.

Voices at Risk

Le 26 novembre 2025, nous avons publié *Voices at Risk: Moderating Without Stifling, Protecting Without Censoring in Kenya*. Le rapport s'appuie sur six mois de veille menée par les membres de la coalition, qui ont documenté et analysé 129 incidents à l'aide de la méthodologie NoBadMop d'ISF, de la boîte à outils de suivi des discours préjudiciables d'Internews et du cadre d'analyse Dangerous Speech.

Les constats sont nets. Les discours de haine, visant surtout l'ethnie et la religion, représentaient environ 43 % des contenus observés. Environ 26 % relevaient de violences contre les femmes, en particulier les femmes politiques, et environ 23 % diffusaient de fausses informations sur les élections.

Des travaux indépendants de Code for Africa ont identifié les mêmes tendances, ce qui a renforcé la confiance dans une méthodologie conçue et mise en œuvre par des organisations locales.

PRINCIPAUX CONSTATS

Ce que la coalition a observé en ligne au Kenya



Part approximative des contenus observés. Source : *Voices at Risk*, ISF et la coalition KenSafeSpace, novembre 2025.



129 incidents documentés pour un objectif de 100, soit plus de 200 pages de preuves.

Quatre publics, quatre recommandations

Plateformes
Modérer de façon proactive dans les langues locales, y compris les contenus codés et injurieux.

Autorités
Maintenir l'accès à Internet et cesser d'utiliser la loi contre l'expression en ligne.

Société civile
Maintenir des observatoires coordonnés et multilingues des discours préjudiciables.

Bailleurs
Financer des capacités d'alerte et de réponse rapides avant les crises électorales, et non pendant.

2027 Prochaines élections générales au Kenya. La coalition dispose désormais d'observateurs formés, d'une méthodologie éprouvée et d'une base de référence.

KENSAFESPACE · PLAIDOYER INTERNATIONAL

De Nairobi à Dublin, et retour

Du 25 au 29 janvier 2026, cinq fellows kényans et l'équipe d'ISF se sont rendus à Dublin, où se trouvent les sièges européens de nombreuses entreprises technologiques et un centre de l'application du règlement sur les services numériques (DSA). Ils ont travaillé avec l'Irish Council for Civil Liberties, le Centre for Digital Policy de l'University College Dublin et la Dublin City University. Tous les fellows ont obtenu leur visa, après qu'ISF a ouvert des canaux directs avec les autorités consulaires irlandaises à Nairobi et à Abuja.

La mission était initialement prévue aux États-Unis. La déplacer a été la décision de gestion la plus difficile du programme, et elle s'est révélée payante : les fellows ont découvert de près un régime de régulation en fonctionnement, et noué des relations qui se poursuivent depuis.

Depuis Dublin, la coalition a publié une déclaration sur les outils d'IA utilisés pour « déshabiller » des femmes et des enfants, appelant à des normes communes sur les abus sexuels générés par IA et à la participation des voix du Sud à la gouvernance de l'IA. Notre rapport de novembre avait déjà signalé le problème sur X.

Le 3 février 2026, nous avons présenté *Voices at Risk* à 32 parties prenantes kényanes à Nairobi et, le 19 février, un atelier technique final a réuni près de 30 participants. Plus de 80 % des personnes évaluées ont dépassé le seuil de compétence attendu.

LA MISSION DE DUBLIN

Quand
Du 25 au 29 janvier 2026

Qui
5 fellows de BAKE, KICTANet, Mzalendo Trust, Tribeless Youth et Watoto Watch Network, avec l'équipe d'ISF

Hôtes
Irish Council for Civil Liberties, University College Dublin, Dublin City University

5	100 %	32	+ de 80 %
fellows kényans à Dublin	de visas obtenus	parties prenantes à la présentation de Nairobi	des participants évalués au-dessus du seuil de compétence

Ce que nous avons appris

ACCOMPAGNEMENT

La formation ne suffit pas sans des mois d'accompagnement. C'est le mentorat régulier qui a transformé un atelier en capacité durable.

ACCÈS AUX DONNÉES

La veille manuelle prend deux à quatre heures par contenu, et les algorithmes des plateformes s'adaptent à l'observateur. C'est en soi un constat sur les obstacles que les plateformes opposent à la recherche d'intérêt public.

INCLUSION

Les femmes étaient majoritaires dans nos formations et nos réunions stratégiques, mais une seule figurait parmi les cinq fellows de Dublin. Nous entendons combler cet écart lors des prochaines missions internationales.

PLAIDOYER

Défendre l'accès et l'espace civique

ISF a réagi publiquement aux deux atteintes les plus graves à l'espace civique numérique dans ses régions cette année, au Gabon et en Zambie.

GABON

De la coupure à l'identification obligatoire

En février 2026, la Haute Autorité de la Communication du Gabon a ordonné la suspension de Facebook, WhatsApp et Instagram. ISF a condamné cette décision le 25 février. Nous avons reconnu que la lutte contre les discours de haine en ligne est un objectif légitime, et soutenu qu'une coupure à l'échelle nationale est un moyen disproportionné d'y parvenir. Nous avons documenté le coût pour les petites entreprises, les étudiants et les journalistes, et demandé le rétablissement immédiat sous la bannière #BringBackOurSocialMedia.

La suspension a duré huit mois. Lorsqu'elle a laissé place, en octobre, à une loi obligeant les internautes à déclarer leur véritable identité pour accéder aux réseaux sociaux, notre directeur Afrique, Abdelkerim Yacoub Koundougoumi, en a expliqué les risques sur TV5MONDE : des données sensibles sans clarté sur qui peut y accéder, et un précédent que d'autres gouvernements pourraient copier.

ISF a appelé les plateformes à ne pas devenir des instruments d'identification et de surveillance.

ZAMBIE

L'annulation de RightsCon

Quelques jours avant l'ouverture prévue de RightsCon 2026 à Lusaka, le 5 mai, le gouvernement zambien l'a annulé. ISF s'est jointe à 132 organisations de la coalition NetRights pour condamner cette décision et a publié sa propre déclaration le 1er mai.

Notre message allait au-delà de la solidarité : les gouvernements qui affirment soutenir un Internet libre et ouvert doivent financer durablement la défense des droits numériques et défendre l'espace civique par la voie diplomatique. La régulation seule n'y suffira pas.

132 organisations de défense des droits numériques ont fait front commun au sein de la coalition NetRights.

6 MARS 2026 · EN LIGNE

Réunir la société civile africaine

Notre équipe Afrique a organisé le dialogue en ligne « Defending Digital Rights in Africa: Regulation, Moderation and Civic Space ». Qemal Affagnon (ISF) et Patricia Ainemababazi (CIPESA) ont échangé sur la façon dont la société civile peut documenter les risques pour les droits numériques, dialoguer avec les plateformes et les régulateurs, et bâtir des coalitions pour une gouvernance démocratique du numérique.

8 mois
de suspension des réseaux sociaux au Gabon

2 déclarations
publiées par ISF sur le Gabon et sur RightsCon

TV5MONDE
a relayé l'analyse d'ISF sur la loi gabonaise d'identification

NOUVEAU CHAPITRE

La gouvernance de l'IA, vue d'Afrique

Cette année, ISF a placé la redevabilité de l'IA au cœur de son mandat, forte de ce que nous avons documenté au Kenya : les abus générés par IA sont déjà un problème de droits humains là où l'on a le moins voix au chapitre sur la conception de ces systèmes.

La redevabilité, au-delà des entreprises et des États

Julie Owono a développé cet argument dans *Just Security* tout au long de l'année. En novembre 2025, elle a montré, à partir du cas kényan, comment le recul mondial de la modération des contenus met en danger la liberté d'expression. En mars 2026, elle a défendu l'idée que la redevabilité de l'IA ne peut reposer sur les seules entreprises et les seuls gouvernements. En septembre 2026, elle a ouvert la série de la publication sur la redevabilité de l'IA avec un essai sur l'écart entre les cadres de gouvernance et la redevabilité réelle.

Elle a porté le même message à l'India AI Impact Summit à New Delhi, le 16 février 2026, lors d'un panel sur les normes mondiales applicables aux comités consultatifs sur l'IA, puis au sommet mondial AI for Good à Genève, le 8 juillet 2026. ISF y a co-animé une conversation sur qui façonne l'avenir de l'IA, à partir d'un déséquilibre simple : les créateurs africains fournissent la culture et les données dont se nourrissent les systèmes d'IA, et n'ont presque aucune voix dans leur gouvernance.

Infrastructures et souveraineté

Notre équipe Afrique a porté cet argument dans les forums du continent. À l'Africa Digital Expo de Cotonou, en octobre 2026, Abdelkerim Yacoub Koundougoumi a plaidé pour des infrastructures numériques partagées, en accès ouvert et à gouvernance participative.

Dans le quotidien béninois *La Nation*, Qemal Affagnon a exposé une position nuancée sur la dépendance. Aucun pays ne maîtrise seul toute la chaîne technologique, et le vrai risque est de n'avoir ni alternative ni compétences pour changer de fournisseur.

LE POINT DE DÉPART



Environ 20 % population mondiale

Moins de 1 % centres de données

Part de l'Afrique, telle que présentée par ISF à l'Africa Digital Expo, Cotonou, octobre 2026.

CE QU'ISF DEMANDE AUX ÉTATS AFRICAINS

- Des cadres de protection des données
- Des laboratoires publics capables d'évaluer les risques des modèles d'IA
- Des budgets pour les faire vivre dans la durée

DANS *JUST SECURITY*

Nov. 2025
Le recul mondial de la modération des contenus, à partir du cas kényan

Mars 2026
Pourquoi la redevabilité de l'IA ne peut reposer sur les seules entreprises et les seuls États

Sept. 2026
Le déficit de redevabilité de l'IA, essai d'ouverture de la série

RAYONNEMENT ET ÉQUIPE

Parole publique et rayonnement

Cette année, les analyses d'ISF ont touché les décideurs en anglais et en français, à travers des publications internationales, les médias audiovisuels et nos propres canaux.

PUBLICATIONS

Trois essais dans *Just Security*, lu par des juristes, des décideurs publics et des spécialistes de la sécurité nationale, dont le texte d'ouverture de sa série sur la redevabilité de l'IA.

MÉDIAS

TV5MONDE sur la loi gabonaise d'identification ; *La Nation* (Bénin) sur la souveraineté en matière d'IA.

ENSEIGNEMENT

Julie Owono a animé la session « State Power and the Limits of Governance » à l'école d'été du Pan-Africa Center for AI Ethics, le 30 octobre 2026.

+1 033 %

de nouveaux abonnés organiques sur LinkedIn autour de la mission de Dublin et du lancement à Nairobi, avec des impressions en hausse de 505 %. Près des trois quarts du trafic venaient d'ordinateurs, signe d'un public professionnel.

Gouvernance et équipe

ISF est une association française à but non lucratif, gouvernée par un Conseil d'administration stable. Son travail est porté par une petite équipe.

AY — Archippe Yepmou
PRÉSIDENT
Préside l'association ; a soumis le rapport final de KenSafeSpace.

JO — Julie Owono
DIRECTRICE EXÉCUTIVE
Avocate de formation, membre fondatrice du Conseil de surveillance de Meta, membre du comité éditorial de *Just Security* et affiliée au Berkman Klein Center de Harvard.

AK — Abdelkerim Yacoub Koundougoumi
DIRECTEUR AFRIQUE
Conduit le plaidoyer public d'ISF en Afrique centrale.

QA — Qemal Affagnon
RESPONSABLE AFRIQUE DE L'OUEST
Docteur de l'Université d'Abomey-Calavi, au Bénin.

ED — Emmanuel Diokh
ASSISTANT DE PROJET
A appuyé la coalition KenSafeSpace et participé à la mission de Dublin.

OM — Ombretta Minkue
ASSISTANTE COMMUNICATION
Chargée de la communication et du rayonnement numérique d'ISF.

Une structure légère

Pour KenSafeSpace, ce noyau a été renforcé par une équipe projet dédiée à la coordination, à la communication, à la comptabilité et à l'administration. La structure permanente reste légère et les équipes projet s'ajoutent au gré des subventions, afin que les financements aillent aux programmes.

RIGUEUR DE GESTION

Aperçu financier

Une gestion saine et vérifiée : 97 % du budget du programme exécuté, 100 % des dépenses déclarées acceptées, et un solde de clôture positif.

KenSafeSpace, principal programme d'ISF sur la période, a duré 20 mois avec le soutien de l'Union européenne. Son rapport financier final a été approuvé dans son intégralité en octobre 2026.

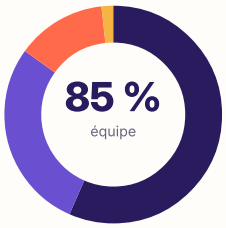
97 %
du budget du programme exécuté

100 %
des dépenses déclarées acceptées après vérification

4 sur 5
rubriques budgétaires exécutées à 100 %

< 1 %
des dépenses en frais bancaires, malgré plusieurs devises

OÙ EST ALLÉ L'ARGENT



Expertise	56,5 %
Personnel	28,3 %
Activités de terrain	13,3 %
Autres coûts	1,9 %

Part des dépenses totales du programme sur 20 mois. Source : rapport financier final approuvé.

BUDGET EXÉCUTÉ, PAR RUBRIQUE



La seule sous-consommation vient de coûts d'activités inférieurs aux prévisions.

Trois faits qui comptent pour nos futurs partenaires

Les fonds sont allés aux équipes et aux programmes.

Environ 85 % des dépenses ont rémunéré le personnel et les experts qui ont réalisé le travail, et environ 13 % les activités de terrain, comme la mission de Dublin et les formations de Nairobi.

Le budget a été respecté ligne par ligne.

Quatre rubriques budgétaires sur cinq ont été exécutées à 100 %, et chaque euro déclaré a été accepté.

Le programme se clôt avec un solde positif.

ISF a piloté sa trésorerie de façon à réaliser toutes les activités prévues, dans le respect du budget global.

Priorités pour 2027. Nos priorités financières s'appuient sur ce bilan : développer les soutiens pluriannuels au fonctionnement et constituer un fonds de roulement.

PERSPECTIVES

Priorités 2027

Les douze prochains mois mettront à l'épreuve ce que cette année a construit. Quatre priorités découlent directement de nos résultats.

01

Préparer les élections au Kenya

Le Kenya vote en 2027. La coalition dispose d'observateurs formés, d'une méthodologie éprouvée et d'une base de référence. Il lui faut les moyens de faire fonctionner un observatoire et une capacité d'alerte rapide avant la campagne, comme le recommande *Voices at Risk*.

02

Répliquer au-delà du Kenya

Plusieurs organisations et partenaires de développement ont manifesté leur intérêt pour adapter NoBadMop et les méthodologies de suivi des discours préjudiciables à d'autres pays africains. L'Afrique centrale et de l'Ouest francophone, où notre équipe Afrique est déjà active, en est la suite naturelle.

03

Une redevabilité de l'IA avec les voix africaines

Nous passerons de l'analyse à la pratique : réunir gouvernements, chercheurs et société civile d'Afrique autour de la gouvernance des modèles d'IA déployés sur le continent, et travailler avec nos partenaires à des outils ouverts et auditables, gouvernés par les communautés qui les utilisent.

04

Une organisation plus solide

Des partenariats de financement pluriannuels, et un site web repensé qui reflète notre travail sur la gouvernance de l'IA.

TRAVAILLONS ENSEMBLE

Un modèle éprouvé : des preuves produites localement, un réseau qui atteint régulateurs et plateformes, et des engagements tenus dans le respect du budget.

Nous sommes ouverts au dialogue avec les fondations, les partenaires de développement et les entreprises qui veulent voir la société civile africaine à la table où s'écrivent les règles de l'IA et des plateformes.

internetwithoutborders.org

REMERCIEMENTS

ISF remercie l'Union européenne et Internews pour leur soutien à KenSafeSpace ; nos partenaires de coalition BAKE, KICTANet, Mzalendo Trust, Tribeless Youth et Watoto Watch Network ; l'Irish Council for Civil Liberties, l'University College Dublin et la Dublin City University ; CIPESA, la coalition NetRights et la Global Network Initiative ; ainsi que chaque membre de l'équipe, fellow et bénévole qui a donné à cette année sa substance.

SOURCES ET LECTURES COMPLÉMENTAIRES

Voices at Risk, communiqué de presse, ISF, 26 novembre 2025 · internetwithoutborders.org

From Dublin to Nairobi, déclaration de la coalition KenSafeSpace, 27 janvier 2026 · internetwithoutborders.org

Gabon, communiqué d'ISF sur le blocage des réseaux sociaux, 25 février 2026 · internetwithoutborders.org

RightsCon 2026, déclaration d'ISF sur l'annulation, 1er mai 2026 · internetwithoutborders.org

Julie Owono dans Just Security · justsecurity.org/author/owonojulie

ISF sur LinkedIn · linkedin.com/company/internet-sans-fronti-res

© 2026 Internet Sans Frontières